

Demande de report de la révision 20__

Membre : _____

Actif

Inactif¹

Adresse: _____

Dernière révision le :

Réalisé par :

A. Description de l'activité² / de l'activité relevant de la LBA :

L'activité effectuée présente également les caractéristiques suivantes :

- Utilisation de monnaies virtuelles ou de services basés sur la blockchain
- Octroi de prêts à la consommation
- Achat d'or ancien
- Émission de cartes prépayées

L'activité de l'IF est exercée en-dessous des seuils de l'activité exercée à titre professionnel³

Aucune activité d'IF n'est fournie ; raison de l'affiliation à l'OAR :⁴

B. Relations d'affaires durables (RA) :

1. Nombre de RA relevant de la LBA à la date de la demande : _____
2. Nombre de nouvelles RA depuis le dernier audit/autodéclaration (AD) : _____
3. Nombre de clôtures de RA depuis la dernière révision/AD : _____
4. Montant des actifs sous gestion à la date de la demande : _____
5. Montant du volume de transactions pertinent pour la LBA⁵ depuis le dernier audit/AD : _____

C. Opérations de caisse

1. Nombre de transactions au comptant effectuées depuis le dernier audit/AD : _____
2. Montant du volume de transactions pertinent pour la LBA depuis le dernier audit/AD : _____

¹ Dans ce cas, aucun report de l'audit n'est possible.

² Cf. activité relevant de la LBA au sens de l'art. 2 al. 3 LBA et la page 6 de la demande d'affiliation

³ Au sens de l'art. 7 OBA

⁴ Cf. §3 (2) des Statuts : conditions d'affiliation volontaire

⁵ À prendre en compte sont le chiffre d'affaires, flux entrants et sortants, paiements transitoires, etc.

D. Présence de facteurs d'augmentation du risque :

1. Nombre de dossiers à risque accru (DRE)⁶ : _____
2. Nombre de transactions à risque accru (TRE)⁷ : _____
3. Nombre de transactions LBA/opérations de caisse avec des personnes politiquement exposées (PEP)⁸ : _____
4. Nombre de RA avec des connexions à des structures (complexes)⁹ : _____
5. Nombre de « clients cluster »¹⁰ : _____

6. Domicile étranger (résidentiel), domicile des parties contractantes :

- UE
- En dehors de l'UE
- Juridictions offshores / Liste grise du GAFI
- Liste noire du GAFI

7. IF a des sociétés mères/filiales/auxiliaires ou des établissements stables à l'étranger ou acquiert activement des clients à l'étranger :

- UE
- En dehors de l'UE
- Juridictions offshores / Liste grise du GAFI
- Liste noire du GAFI

8. IF coopère avec des banques étrangères (dépositaires) :

- UE
- En dehors de l'UE
- Juridictions offshores / Liste grise du GAFI
- Liste noire du GAFI

9. IF délègue les obligations de diligence à des tiers : OUI : NON :

si oui, précisez le type d'implication¹¹ : _____

10. Les activités IF sont sous-traitées à des personnes auxiliaires (PA) selon l'art. 2 al. 2 lit. b

OBA : OUI : NON :

si oui, aux PA suivantes :

11. Y a-t-il d'autres facteurs d'augmentation des risques ? OUI : NON :

si oui, lesquels¹² : _____

12. Les mesures et contrôles suivants sont prises pour minimiser ces risques :

Date et lieu : _____

Signature : _____

⁶ Cf. critères de risque selon §32 du Règlement

⁷ Cf. critères de risque selon §33 du Règlement

⁸ La relation avec un PEP doit être spécifiée conformément au §32 al.4 lit. a et c (oPEP) du Règlement.

⁹ En général fondations, trusts, sociétés de domicile (cf. également §32 al. 1 lit. h du Règlement)

¹⁰ On peut supposer que le client qui est dit cluster représente au moins 25 % du total des actifs sous gestion des RA sont impliqués.

¹¹ À des tiers réglementés de la même manière (§ 38 al. 1) ou à des tiers non réglementés (§38 al. 2 du Règlement)

¹² Critères selon les §32 et §33 du Règlement